



LA FRANCE EVITE LA RECESSION MAIS ELLE NE VA PAS BIEN

Mémo N°154

Ce qu'il faut retenir

Le gouvernement se félicite d'une croissance de 0,2 % au deuxième trimestre. Mais éviter de justesse la récession technique n'est pas aller bien. L'économie française stagne, l'investissement recule, l'emploi baisse et le chômage remonte.

L'industrie résiste surtout grâce à l'aéronautique. Dans le même temps, la production manufacturière baisse, les suppressions d'emplois se multiplient et le déficit commercial atteint 19,2 milliards d'euros en trois mois.

Cette situation pourrait encore s'aggraver. Les canicules, la sécheresse et les incendies de l'été 2026 ont désorganisé le travail, la production, l'agriculture, le tourisme et les services publics. Dans une économie déjà presque à l'arrêt, ces pertes peuvent suffire à faire basculer l'activité dans une perspective négative aggravée.

Dans ce contexte, l'austérité serait une faute économique et sociale, environnementale. Elle affaiblirait encore la consommation, l'investissement et les services publics, et accélérerait la dégradation de l'emploi.

1. Une croissance en trompe-l'œil

La France n'est pas en récession. C'est à peu près la seule bonne nouvelle. Après un recul de 0,1 % au premier trimestre, le PIB progresse de 0,2 % au deuxième. Nous sommes donc très loin d'une reprise : l'économie reste au voisinage de la stagnation.

Surtout, cette faible croissance ne repose sur aucun moteur solide. La consommation des ménages rebondit à peine. L'investissement recule de nouveau, de 0,3 %, après une chute de 0,8 % au premier trimestre. La construction reste en crise et l'investissement en biens d'équipement baisse également.

Le principal soutien vient des exportations, notamment de l'aéronautique. C'est une force pour le pays, mais cela ne suffit pas à faire une politique économique. Quelques grosses livraisons ne peuvent pas masquer l'essoufflement de la demande intérieure et le recul de l'investissement qui prépare déjà les difficultés de demain.

2. L'industrie ne va pas aussi bien que le gouvernement le prétend

Le discours sur la réindustrialisation résiste de moins en moins à la réalité. En mai puis en juin, la production manufacturière recule de 1 % puis de 1,1 %. Toutes les grandes branches sont touchées. L'emploi industriel privé baisse de 16 500 postes sur un an et l'intérim, souvent premier indicateur d'un retournement, recule encore.

L'aéronautique tire les chiffres vers le haut : ses exportations progressent de 11,4 % au deuxième trimestre et son excédent atteint 9,2 milliards d'euros. Mais derrière cette réussite, les difficultés s'accumulent dans la métallurgie, la chimie, l'automobile, le papier, le verre. Ce qui impacte les sous-traitants.

Le déficit manufacturier atteint 11,4 milliards d'euros en trois mois. Il est de 8,9 milliards pour les équipements mécaniques, électroniques et informatiques, et de 5,9 milliards pour l'automobile. On peut multiplier les annonces de projets et les milliards d'aides publiques : tant que les capacités de production et les emplois continuent de disparaître, on ne peut pas parler sérieusement de réindustrialisation.

3. Le retournement de l'emploi est engagé

Le marché du travail se dégrade désormais franchement. L'emploi salarié privé baisse pour le deuxième trimestre consécutif. Sur un an, près de 80 000 emplois ont disparu. Le chômage atteint 8,3 %, soit 261 000 chômeurs supplémentaires en un an. Pour les jeunes, il monte à 21,6 %.

Ces chiffres ne relèvent plus d'un simple ralentissement. Ils montrent que les difficultés des entreprises et les restructurations commencent à produire leurs effets sur l'ensemble de l'économie. Avec davantage de chômage et de précarité, les ménages réduisent leurs dépenses ou épargnent par crainte de l'avenir. La faiblesse de l'activité finit ainsi par s'entretenir elle-même.

4. Le pouvoir d'achat reste sous pression

L'inflation (indice harmonisé) remonte à 2,4 % en juillet. C'est moins qu'en 2022 ou 2023, mais cela ne signifie pas que les prix ont baissé. L'alimentation, l'énergie, le logement ou les assurances restent à des niveaux très élevés. Et la nouvelle hausse vient justement de l'énergie, c'est-à-dire de dépenses auxquelles les ménages ne peuvent pas renoncer.

Les salaires horaires progressent de 2,3 % sur un an, mais seulement de 2 % dans l'industrie. Pour beaucoup de salariés, il n'y a donc aucun gain de pouvoir d'achat. La hausse du Smic est indispensable, mais sans revalorisation de l'ensemble des grilles, elle conduit aussi à un tassement croissant des salaires.

5. Des exportations record, mais des dépendances toujours plus fortes

Le gouvernement peut également mettre en avant des exportations record. Mais les importations augmentent presque deux fois plus vite. Résultat : le déficit commercial se creuse de 4,6 milliards d'euros et atteint 19,2 milliards au deuxième trimestre.

La facture énergétique explique une grande partie de cette dégradation. Elle montre à quel point notre économie reste vulnérable aux crises géopolitiques et aux prix du pétrole et du gaz, ainsi que la pertinence des politiques passées qui ont recentré la production électrique sur une organisation peu sensible aux prix des hydrocarbures. Mais notre dépendance concerne aussi les machines, le numérique, l'automobile et de nombreux produits industriels. Une économie qui importe toujours davantage ce qu'elle consomme et ce dont elle a besoin pour produire ne va pas bien.

6. Une autre politique est nécessaire

La France a évité la récession, mais son économie reste particulièrement vulnérable. L'été 2026 l'a confirmé : canicules, sécheresse et incendies affectent désormais directement le travail, la production, l'agriculture, les territoires et les services publics. Ces chocs climatiques peuvent dégrader une activité déjà presque à l'arrêt. Ils ont mis en évidence la vulnérabilité de certaines filières, notamment dans l'agriculture, mais aussi dans les services où des catastrophes n'ont pu être évitées de justesse que grâce au dévouement des agents de ce qu'il reste de services publics.

Cette situation n'est pourtant pas une fatalité. L'Espagne devrait enregistrer une croissance de 2,4 % en 2026, contre seulement 0,7 % en France, tandis que son chômage passerait sous les 10 % pour la première fois depuis 2008. Son déficit public devrait parallèlement être ramené à 2,4 % du PIB. Ces résultats reposent notamment sur une consommation plus dynamique, des créations d'emplois et la poursuite de l'investissement. La stagnation française ne s'explique donc pas uniquement par le contexte européen.

Dans ces conditions, engager une nouvelle politique d'austérité serait une faute. Elle affaiblirait la demande, accélérerait les suppressions d'emplois et réduirait les capacités d'investissement et d'action des services publics.

La priorité doit être de soutenir les salaires et l'emploi, de relancer l'investissement productif, de planifier la transformation écologique et de conditionner les aides publiques à des engagements vérifiables. Les chiffres n'appellent pas un nouveau tour de vis budgétaire, mais un changement de cap économique, social et industriel.

Montreuil, le 18 août 2026